



**Quantification des besoins prioritaires en itinérance  
en Haute-Yamaska**

**Analyse réalisée par le Comité Itinérance Haute-Yamaska**

**À partir du document « L'état des services et des besoins en itinérance pour le territoire de Granby » produit par M. Guy Vermette à l'attention de l'Agence de santé et des services sociaux de la Montérégie (mai 2011)**

**25 septembre 2015**

## Table des matières

1) Le GASP	p. 2
2) Mise en contexte de la démarche d'analyse	p. 2
3) Les causes de l'aggravation du phénomène de l'itinérance en Haute-Yamaska	p. 3
4) La priorisation des besoins en Haute-Yamaska	p. 3
5) Précision et quantification des besoins	p. 4
6) Total de la quantification des besoins prioritaires	p. 6
7) Leviers permettant de répondre aux besoins prioritaires identifiés	p. 7
8) Conclusion	p. 7

### 1) Le GASP et le Comité itinérance Haute-Yamaska

Le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) est une table de concertation intersectorielle qui s'est donné le mandat de mettre en commun les forces de tous les partenaires dans la recherche d'actions et de solutions concrètes aux problèmes de pauvreté vécus par plusieurs membres de notre communauté. Il représente plus d'une quarantaine d'organismes communautaires et institutionnels ainsi que des citoyens de la Haute-Yamaska et compte les trois paliers politiques à titre de membres associés.

Les travaux du GASP s'opèrent à travers des comités de travail rejoignant chacun une priorité locale en matière de lutte à la pauvreté. Une des comités sectoriels, le Comité itinérance Haute-Yamaska, a pour mandat de rassembler tous les acteurs de la région travaillant auprès de personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être afin de circonscrire les besoins en matière d'itinérance dans la région et de proposer des solutions à court, moyen et long terme.

### 2) Mise en contexte de la démarche d'analyse

L'exercice de quantification des besoins prioritaires en itinérance en Haute-Yamaska est le fruit d'une démarche initiée par l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie qui a dressé un portrait de l'état des services et des besoins en itinérance pour la région de Granby (Haute-Yamaska). Dans le cadre de ses travaux le consultant, M. Guy Vermette, a consulté 16 organisations, dont 13 ont pignon sur rue à Granby, afin d'identifier les services existants mais également les besoins sur le plan des services. Le rapport intitulé « [État des services et des besoins en itinérance pour le territoire de Granby](#)<sup>1</sup> » a été finalisé en mai 2011 est un des chapitres constituant l'état des services et des besoins en itinérance à l'ensemble de la Montérégie.

En 2012, le Comité itinérance Haute-Yamaska, rattaché au Groupes actions solutions pauvreté (GASP), a analysé ce document et a tiré des conclusions tant sur les causes de ces besoins que sur les services à prioriser dans les prochaines années afin de réduire l'itinérance. Au cours de l'année 2014-2015, le comité a procédé à une démarche de quantification, en termes d'investissements nécessaires, des cinq besoins prioritaires. Cette analyse a pour but d'alimenter les travaux ministériels en matière de lutte à l'itinérance tant à Québec qu'à Ottawa, d'alerter la population et les décideurs à une plus grande cohérence dans les interventions déployées et d'appeler à une plus grande responsabilité de

---

<sup>1</sup>[http://www.gasph-y.net/uploads/3/0/6/7/30676901/tat\\_des\\_services\\_et\\_des\\_besoins\\_granby\\_guy\\_vermette\\_2.pdf](http://www.gasph-y.net/uploads/3/0/6/7/30676901/tat_des_services_et_des_besoins_granby_guy_vermette_2.pdf)

l'État afin que notre région bénéficie des moyens nécessaires en vue de réduire et prévenir l'itinérance.

### **3) Les causes de l'aggravation du phénomène de l'itinérance en Haute-Yamaska**

Malgré d'importants progrès réalisés dans les dernières décennies, la grande quantité des besoins identifiés dans le portrait produit par M. Vermette démontre l'ampleur du travail encore à faire sur notre territoire afin de réduire et prévenir l'itinérance. Ainsi, les nouvelles ressources d'aide mises sur pied permettent de répondre à certains besoins mais la dernière crise économique de 2008, juxtaposée à l'augmentation du coût de la vie, notamment en raison de hausses de taxes et de tarifs et de la faiblesse de la hausse du revenu des moins nantis, ainsi qu'à un parc restreint de logements sociaux, fait en sorte que la population s'appauvrit et est de plus en plus à risque d'itinérance. Cela se perçoit à travers le phénomène de diversification des visages de l'itinérance, les femmes étant notamment de plus en plus nombreuses à demander de l'aide, de même que les travailleurs, les familles et les personnes issues de milieux ruraux. De pair avec cette diversification, les problèmes de toxicomanie et de santé mentale tendent à se multiplier, de même qu'à s'aggraver.

Selon les organismes locaux en itinérance, les besoins qui s'accroissent visent l'aide alimentaire, les centres de crise et l'hébergement d'urgence, tant pour les hommes que les femmes. La pauvreté étant un réel enjeu pour la région, on craint pour la disparition du service de fiducie volontaire qui permet à plusieurs personnes de se stabiliser. Le service en post-hébergement vise également la stabilisation en logement, mais il manque des intervenants afin de combler tous les besoins exprimés. De plus, la SPLI a refusé la reconduction du financement à la Maison d'hébergement Le Passant ce qui aura pour effet une diminution importante du nombre de lits d'urgence qui passera de 28 à 17 d'ici l'automne 2015. Finalement, les listes d'attente pour l'accès à un logement social demeurent préoccupantes alors que Granby compte 5 logements sociaux par tranche de 1000 habitants. Afin de développer ces précieuses unités, le milieu communautaire de Granby peut compter sur le soutien croissant de la Ville qui appuie présentement quelques projets. Or, cet appui ne peut rien sans un investissement majeur de Québec et Ottawa en la matière.

### **4) La priorisation des besoins en Haute-Yamaska**

L'État des services et des besoins en itinérance pour la région de Granby présentaient les quatorze besoins d'amélioration suivants comme étant prioritaires selon la perception des intervenants :

- Consolidation des services existants grâce à un financement récurrent
- Services d'un médecin
- Accueil de nuit ou refuge d'urgence
- Dégrisement avec hébergement
- Services externes en psychiatrie
- Logement social
- Transition avec hébergement
- Désintoxication avec hébergement
- Travail de rue
- Intervention de crise
- Services externes en toxicomanie
- Réadaptation interne en toxicomanie
- Comptoir alimentaire
- Centre de jour

Devant la quantité des besoins identifiés dans le rapport rédigé par Guy Vermette et conscient que ces besoins ne seraient pas tous répondus à court terme, le Comité itinérance Haute-Yamaska a relevé cinq interventions qualifiées d'haute-prioritaires. Certains besoins ont été fusionnés parce que, dans la pratique, une ressource peut parfois dispenser plusieurs services.

Voici les cinq besoins prioritaires relevés par ce comité :

1. Consolidation des services existants grâce à un financement récurrent
2. Accueil de nuit ou service d'urgence
3. Service alimentaire
4. Logement social supervisé ou avec soutien communautaire
5. Suivi communautaire

## 5) Précision et quantification des besoins

La présente section présente à la fois les constats des intervenants quant à la nature du besoin à répondre que les sommes liés à chacun des besoins. Dans un souci de confidentialité des besoins nommés et dans le but de demeurer centré sur les besoins de la population et non d'un organisme en particulier, la quantification est présentée en bloc par besoins.

### 1. Consolidation des services existants grâce à un financement récurrent

Les organismes du territoire ne peuvent répondre à la croissance des demandes faute de financement. Les demandes d'hébergement d'urgence et d'aide alimentaire ont connus des bonds importants ces dernières années dans les ressources à Granby. De nouveaux services ont été mis sur pied grâce au PARSIS<sup>2</sup> (fiducie volontaire, soutien aux assistés sociaux, etc.) mais la fin de ce financement en septembre 2015 met en péril leur continuité. Le refus récent de la SPLI de reconduire le financement à la maison d'hébergement Le Passant représente une perte de 11 lits (9 d'urgence et 2 de débordement) et de la cadence de l'accompagnement.

Ce besoin est clairement identifié à l'échelle nationale. Un des moyens (10.1) du Plan d'action interministériel en itinérance au Québec vise la consolidation des ressources, dont en hébergement d'urgence.

Description des services	Total
Consolidation du service d'hébergement d'urgence pour hommes (bonification du nombre de lits, accompagnement, entretien, conditions de travail des intervenants).	445 000\$
Continuation du service de fiducie volontaire	
Continuation du service de soutien aux assistés sociaux	
Rendre plus accessibles (par la gratuité) les services d'hébergement pour femmes. Permettrait d'accueillir davantage de femmes vivant des difficultés en leur évitant d'être à la rue.	
Ajout de lits (minimum 1 lit) pour femmes itinérantes (implique embauche d'une intervenante soir et week-end).	

<sup>2</sup> <http://www.gasph-y.net/plan-daction-reacuteregional-pour-la-solidariteacute-et-linclusion-sociale.html>

## 2. Accueil de nuit ou service d'urgence

Augmenter l'offre d'espaces informels, plus souples permettant aux personnes exclues des ressources d'hébergement traditionnelles et/ou se retrouvant sans domicile afin d'assurer leur sécurité. Sans service de crise, les personnes ont peu d'accès aux ressources lorsqu'ils sont en état de consommation ou en état de crise.

Description des services	Total
Ajout de deux intervenants pour augmenter le nombre de lits de crise pour hommes et réaliser les suivis de crise.	
Ajout de deux intervenants de nuit pour jeunes hommes (24h-9h)	
Service d'hébergement de crise : entente de service avec le CSSS visant le désengorgement de l'urgence pour offrir un hébergement court terme (10 à 15 jours) 7 jours et 24 heures.	555 000\$

## 3. Service alimentaire

Les ressources d'aide alimentaire connaissent ces dernières années une forte augmentation des demandes. Des besoins sont pressentis à la fois à Granby et à Waterloo.

Description des services	Total
Bonifier le service d'aide alimentaire à Granby (repas à moindre coût).	91 300 \$
Bonifier le Vrac à rabais à Waterloo (présence plus soutenue).	

## 4. Logement social supervisé ou avec soutien communautaire

Le GASP a rappelé à maintes reprises que la ville de Granby accuse un déficit majeur en logements sociaux. 346 personnes attendent présentement (juin 2015) sur la liste d'attente pour avoir accès à un logement social à l'OMH de Granby. Selon l'analyse du GASP, la ville de Granby devrait doubler son offre de logements sociaux, soit environ 300 logements sociaux supplémentaires, pour répondre minimalement aux besoins. Par ailleurs, les personnes vulnérables qui désirent effectuer un retour en logement ont peu de soutien disponible pour développer leur autonomie dans leur nouveau logis. En réduisant les coûts du loyer (accès à un logement social) et en offrant un service de soutien, l'accès à un logement social avec supervision aurait un impact positif sur leur stabilité en logement.

Description des services	Total
<u>Défrayé par Accès-Logis</u> Budget de réalisation si construction d'un immeuble neuf de 24 logements, dont 12 subventionnés (incluant le terrain, les taxes, les professionnels, les travaux/chantier et l'organisation) = entre 1,5 et 2 millions \$.	Année 1 400 000 \$
<u>Contribution du milieu/mise de fond</u> 400 000 \$ en considérant les taux d'intérêts actuels pour assurer une bonne viabilité et une marge de manœuvre raisonnable.	

<u>Défrayer par Accès-Logis</u> Budget d'exploitation (Remboursement hypothécaire, Taxes, Assurances, les réserves de gestion, l'entretien et l'administration) = 110 000,00\$ en moyenne.	<b>Récurrent/annuel</b>
<u>Contribution du milieu</u> Personnel intervenant 45 000\$.	<b>45 000 \$</b>

## 5. Suivi communautaire

Les travailleuses de rue de Granby et Waterloo sont débordées. L'offre de service actuelle ne permet pas de répondre adéquatement aux besoins sur l'ensemble du territoire de la MRC, notamment dans les municipalités rurales. Il manque une ressource à Waterloo, deux à Granby et une en milieu rural pour que la population bénéficie des services directs convenables. Doubler l'offre actuelle permettrait de mieux identifier les problématiques et référer les personnes vers les ressources appropriées.

Besoin de ressources supplémentaires pour assurer un suivi psychosocial optimal (hébergement et post-hébergement, etc.). L'appellation « suivi communautaire » inclut à la fois le travail de rue et également d'autres types d'intervention de proximité tels que le suivi psychosocial en hébergement ou post-hébergement.

Description des services	Total
Ajout de deux travailleuses de rue (TR) à Granby	<b>250 000\$</b>
Ajout d'une travailleuse de rue à Waterloo	
Ajout d'un TR en milieu rural	
Suivi post-hébergement pour homme (accompagnement/transport, relation d'aide, réorientation, références, suivi à domicile)	
Intervenant à l'Azimut	

## 6) Total de la quantification des besoins prioritaires et analyse

Besoin de financement récurrent permettant de répondre aux cinq besoins : **1 386 300 \$.**

Besoin de financement non-récurrent (première année seulement) : **400 000 \$.**

Près de **1 800 000 \$** sont donc nécessaires dès la première année et ensuite près de **1 400 000 \$ par année** permettraient à notre région de mettre en place des interventions structurantes afin de répondre aux besoins criants en itinérance de notre région. Ceci représente en moyenne un modeste effort de 15,74\$ par année ou 0,04 \$ par jour par Yamaskois.

Les résultats de cette démarche témoignent de la nécessité d'agir sur plusieurs champs d'intervention. Alors que les intervenants locaux appellent à une diversité de moyens, le fédéral impose actuellement une approche basée sur un seul axe, soit l'insertion en logement de l'itinérance plus chronique. Cette forme d'itinérance étant plus visible au sein des plus grandes villes, il n'est pas étonnant que la maison d'hébergement d'urgence pour hommes Le Passant, située à Granby, s'est vu retiré son

financement pour au moins 5 ans. La perte de 11 lits et la réduction de la cadence de l'intervention sont un coup dur à endosser pour notre collectivité dans la lutte à l'itinérance.

Par ailleurs, une récente recherche canadienne<sup>3</sup> démontrait que l'itinérance coûte 7 milliards \$ par année, soit environ 70 cents par jour par habitant. Au provincial ce ratio se situe à 2,5 cents et au fédéral à environ seulement un sous. Selon nos calculs, il n'en coûterait que 4 cents par jour par habitant de la Haute-Yamaska pour répondre aux besoins les plus impérieux en itinérance. Bien qu'il faille bonifier substantiellement ce financement, l'investissement moyen par habitant demeure minime par rapport aux coûts sociaux de l'itinérance. Investir en itinérance permettrait de prévenir d'autres coûts et de dénoncer collectivement le refus d'accepter l'intolérable.

## 7) Leviers permettant de répondre aux besoins prioritaires identifiés

Dans le cadre de l'analyse du rapport de Guy Vermette réalisée récemment, certaines interventions peuvent être mises sur pied afin de répondre directement aux besoins priorités alors que d'autres peuvent agir en amont des problématiques. Par exemple, augmenter le revenu disponible des moins nantis aura une incidence certaine sur le nombre de demandes d'aide alimentaire, sur les demandes d'accès à un logement social ou encore sur le nombre de demande logées auprès des travailleuses de rue.

Le Comité itinérance Haute-Yamaska formule donc la recommandation suivante :

Que les différents paliers gouvernementaux agissent en cohérence avec la Politique nationale en itinérance adoptée en février 2014 en :

- Bonifiant substantiellement le financement en matière de lutte à l'itinérance tant au fédéral (4x), au provincial (2,5x) qu'au municipal. Cette bonification consisterait en un levier pour élargir l'éventail des interventions et consolider les ressources existantes ;
- Investissant massivement dans les logements sociaux ;
- Augmentant substantiellement le revenu des moins nantis ;
- Diminuant ou en limitant la hausse des taxes et des tarifs des services publics et/ou essentiels.

## 8) Conclusion

Nous tenons à rappeler le caractère fondamentalement inacceptable de l'itinérance dans une société aussi riche que la nôtre, mais aussi réaffirmer avec force notre solidarité avec les personnes itinérantes. Les causes de l'itinérance, les moyens d'agir et les responsabilités sont désormais clairement définis. La Politique nationale de lutte à l'itinérance adoptée en 2014 représente une avancée notamment en ce qu'elle identifie un certain nombre de facteurs sociaux à l'origine du phénomène et d'interventions à privilégier. L'itinérance est un phénomène collectif complexe et appelle inévitablement à la responsabilité collective des trois paliers politiques pour la réduire et la

---

<sup>3</sup> <http://homelesshub.ca/node/35375>

prévenir. Si la problématique est mieux connue aujourd'hui, il reste que les moyens nécessaires n'ont pas encore été déployés pour endiguer et prévenir ce phénomène. Il ne manque que la volonté politique pour y parvenir.

***Le Comité itinérance Haute-Yamaska***  
***Rattaché au Groupe actions solutions pauvreté***

Contact

Nicolas Luppens

Coordonnateur

[gasphauteyamaska@gmail.com](mailto:gasphauteyamaska@gmail.com)

450-378-0990

**Membres du comité itinérance Haute-Yamaska**

Steve Bouthillier : MHPD Le Passant	Anny Leduc, RI Le Tandem
Roxana Cledon : CSSS H-Y	Sophia Cotton : Entr'Elles
Annick Lamy : MDJ L'Exit	France Laliberté : Maison Arc-en-ciel
Sylvie Martin : Transition pour elles	Julie Rivet / Karine Roy : Partage Notre-Dame
Derek Tremblay : Auberge Sous mon toit	Sarah Tremblay : MDJ La Barak
Josée Archambault : CAB de Waterloo	Éliane Trottier-Dupuis : L'Envolée
Nicolas Luppens : GASP	José Furtado : L'Autre Versant